

La politique :
changement de logiciel

Lionel Lavergne

**La politique :
changement de logiciel**

LES ÉDITIONS DU NET
126, rue du Landy 93400 St Ouen

© Les Éditions du Net, 2023
ISBN : 978-2-312-13703-2

Les constats

CONSTAT 1 : UNE SOCIÉTÉ DU NON DIT ET INTROVERTIE

Nombreux sont les français à penser certaines choses mais à ne pas le dire. Cela tient à deux aspects : on ne croit plus en la politique et on a peur d'évoquer certains sujets.

On ne croit plus en la politique. L'absence d'actions et de réformes franches avec changement de logiciel a tué l'efficacité et la crédibilité politique. Cela fait des années voir des décennies que les élus répètent la même chose (on va résoudre les problèmes des quartiers, de l'insécurité, de l'hôpital, de la justice...) avec des promesses non tenues. Plus que l'absence d'actions, c'est surtout le choix de réformes qui ne sont en fait que des mesurette qui prime. Au départ de bonnes idées, un gros projet de loi et à la sortie la montagne accouche d'une souris.

Il en est ainsi des réformes territoriales, on veut supprimer certains services publics ou échelons institutionnels (les départements en 2015), on recule on ne le fait jamais... Il en est de même pour le couple interco/ Mairie ou le nombre des députés. On ne le fait jamais. Résultat, le citoyen ne croit plus dans la capacité de réformer des politiques qui sont plus là pour durer que pour faire.

En outre, on n'a peur d'évoquer certains sujets de peur d'être catalogué d'extrémistes. Le système est tellement vicié à présent et la parole tellement bâillonnée que le vérité n'est plus explicitée. Nombreux sont les sujets où chacun ne dit rien : le commerce local,

l'immigration, la sécurité, la fonction publique, l'écologie, la dégradation de notre société. Mais il ne faut pas dire au risque d'être catalogué voire menacé voire plus.

Un terreur inversée se met en place, celle du non dit. On sait comment cela se termine : l'implosion ou l'explosion d'une société et la radicalisation par l'extrémisme.

CONSTAT 2 : UNE SOCIÉTÉ JUDICIARISÉE QUI TUE L'ACTION

Dans le prolongement du non dit, l'action n'est pas de mise quand on est menacé d'aller au tribunal ou en justice chaque fois que l'on prend une position avec une action. L'accroissement des normes, des lois, des textes et une société qui s'américanise fait la part belle à l'inaction.

Vous voulez créer une zone économique, vous vous heurtez aux normes environnementales (le lézard, la libellule, le risque feu de forêt ou inondation, le vélo, le riverain) car personne ne veut faire d'effort pour accepter un changement, une zone économique, une prison, un usine de déchets, un carrière...

La plupart du temps le passage en justice bloque les projets. Rien ne peut avancer.

Pire encore, même les services de l'État se retrouvent en contradiction avec eux-mêmes. Telle direction retoque un projet au nom de l'environnement quand telle autre l'accepte. Certains nous disent il faut débroussailler davantage (norme légale) quand d'autres disent l'inversent au nom de l'écologie. Combien d'élus locaux menacent de jeter l'éponge pris dans les contradictions étatiques avec des projets qui n'avancent pas.

Pire encore, pour éviter d'être au tribunal ou devant une instance les élus renoncent à agir. L'épisode du COVID et des masques est un exemple. Vous proposez des masques à la population et on vous menace de tribunal quand ils ne sont pas assez protecteurs soit disant.

On peut multiplier les exemples même en terme de management ou les cadres se taisent de peur d'être désormais déferé devant une instance. Mieux vaut acheter la paix sociale en ne prenant pas de décision ou des mesurette égalitaires vers le haut systématiquement de peur des conséquences. La société du droit à chaque coin de rue a tué l'action.

CONSTAT 3 : UNE SOCIÉTÉ DIVISÉE SUR DE NOMBREUX SUJETS

Il convient de prendre quelques exemples de lignes de fractures profondes de la société. Trois sujets me paraissent évidents lorsque vous écoutez les uns et les autres : l'écologie, le service public, l'immigration.

L'environnement est une question en apparence consensuelle, tout le monde souhaite préserver la nature. En revanche, le mode de résolution divise : est ce une affaire personnelle/ privée ou collective / publique ? Est-ce par la prévention ou la répression ? Est ce du droit commun ou de la discrimination positive ? Est au détriment de l'économie et surtout du porte-monnaie de chacun d'entre nous ?

Tous ces sujets divisent d'autant que mondialement elle n'est pas encore une préoccupation majoritaire et c'est une litote. Comment être convaincu d'une action qui est une goutte d'eau dans l'océan mais qui a des conséquences négatives sur notre quotidien ?

Pour la fonction publique ou le service public, si chacun s'accorde à dire qu'il est essentiel les fonctionnaires et les modes de gestion n'ont pas bonne presse.

Il y aujourd'hui une relation explosive entre le public et le privé, les gens du public et du privé. La faute a une absence de décisions courageuses, de réformes profondes de la fonction publique, on n'y reviendra.

L'identité ou l'immigration divisent notre société. Entre les partisans de la nation avec son histoire chrétienne, païenne et laïque et

les partisans du cosmopolitisme bigarré de notre société (la France terre d'immigration), le débat est explosif. Là aussi, en l'absence de débat ouvert national voire référendaire sur notre identité on ne peut pas en sortir sans implorer. La question est : jusqu'où est on capable d'accepter la transformation de notre France ? Quelles sont les lignes rouges à ne pas franchir ? (la langue, l'éducation, les frontières géographiques, la culture, les coutumes, les religions, la laïcité... ???)

CONSTAT 4 : UNE SOCIÉTÉ NUMÉRISÉE ET IMMATÉRIELLE

Nous vivons la troisième grande révolution de cette humanité le moment est donc historique. La première fut celle de l'apparition de l'écriture, la seconde celle de la diffusion par imprimerie du livre à la Renaissance et donc aujourd'hui le numérique ou l'immatérielle.

L'immatérielle remplace le matériel. Nous vivons dans un monde qui se dématérialise. La matière (le livre, la carte routière, les meubles, les CD, le cinéma, les accueils physiques et autres guichets de banque par exemple) mais les administrations font de même, tout se raréfie. Le GPS remplace la carte, le téléchargement le CD, Internet le livre... Tout se déroule pour alléger la société de la matière... On déménage avec moins de cartons aujourd'hui...

Nous ne savons plus où nous habitons tant le GPS remplace nos notions géographiques qui nous font moins regarder le paysage, la route, le quartier, la rue. Je n'ai plus le contact avec les meubles, les guichets, les accueils physiques tout devient téléphonique et surtout numérique. Il devient difficile de trouver un numéro de téléphone.

Il est donc nécessaire d'en tenir compte pour des pistes d'actions futures où la politique ne se déroule plus complètement dans la rue mais sur les réseaux qu'elles qu'ils soient.

Et c'est toute l'action publique matérielle qui doit être revue (avenir d'une bibliothèque, d'un centre socio culturel, d'un guichet d'accueil, de bâtiments publics au sens large...) Cela questionne un nouveau mode de gestion publique...

CONSTAT 5 : UNE SOCIÉTÉ OU L'ÉGALITÉ TUE L'ÉQUITÉ

Le pilier révolutionnaire de l'égalité était valable en son temps car celles-ci (les inégalités) étaient abyssales de part la naissance.

Non qu'elles n'existent plus encore mais la société de la prééminence du droit partout, de la norme omniprésente empêche une émancipation et nous fait prendre des décisions exclusivement égalitaires pour acheter la paix sociale. Cette politique crée énormément de frustration et d'injustice.

Par peur du droit, nous ne voulons plus choisir entre le pauvre et le riche, l'habitant des campagnes ou l'habitant des villes, le fonctionnaire et le non fonctionnaire...

Si nous voulons continuer à avoir des droits, il faudra bien qu'on en oublie mais pas pour tout le monde. Quelques exemples ; au nom de l'égalité d'un système de retraite universel et par répartition, nous plaçons la retraite à 65 ans pour tous au nom de l'égalité. On uniformise les carrières et surtout on pense que l'âge est la seule variable d'ajustement parce qu'on part du principe égalitaire. Peut être que l'inégalité pourrait créer des justices que chacun attend. L'égalité tue l'équité c'est-à-dire la justice dans la redistribution. Il est faut de dire qu'il n'y a pas de privilège. Mais tout le monde pense que c'est au voisin de faire des efforts.

Conclusion ; une société qui ne fait plus de choix claire en les assumant se dégrade et démotive ses citoyens même les plus zélés, volontaires et participants.

Tout cela se fait dans le non dit (plus de 50 % des français ne disent plus rien, la preuve ils ne votent plus).

Tout cela divise notre société au point de faire se confronter verbalement 2 France...

Tout cela a pour conséquence l'impuissance de chacun dans un monde rapide, numérique et peu réflexif. Car aujourd'hui le principal est de se montrer, de susciter des émotions instantanées

sans réflexion. Aucun travail n'est fait sur le fond, la structure profonde de la société avec une vision d'avenir et lointaine. Le micro tue le macro, la politique émotive tue la réforme profonde.

Les actions possibles, le changement de logiciel politique profond

ACTION 1 : LA FIN DES IDÉOLOGIES OU DU MOINS DES PRINCIPES PRÉ ÉTABLIS

Avant d'aller sur les aspects concrets, notre logiciel d'actions reposerait sur la fin d'un idéal global avec des schémas d'antan : deux exemples la fin du droite/ gauche et du libéral /social.

Oui l'idéologie de droite et de gauche ne correspond plus aux souhaits de notre société. Il faut accepter d'en finir avec ce clivage qui a vrai dire n'existe plus. Si vous remarquez les idées de droite sont passées à gauche et vice versa. Rares sont les fils conducteurs historiques depuis la création de ce clivage au moment de la Révolution. L'affaire Dreyfus avait à son époque mis à mal ce clivage et le contexte actuel l'a définitivement tué. C'est aussi l'une des raisons du lien distendu entre le peuple et la politique aujourd'hui. On ne veut plus raisonner avec ce clivage mais avec des actions plus empiriques, pragmatiques sans principes pré établis qui empêchent liberté et réactivité. Avant l'affaire Dreyfus le patriote était à gauche après il est à droite.

En plus, le problème du capitalisme, du libéralisme actuel ne font que brouiller les pistes. Le quoi qu'il en coûte est prôné et acté par un gouvernement qui n'est pas de gauche, les mesures les plus sociales apparaissent aujourd'hui plus à l'extrême droite. Le libéralisme n'est pas forcément défendu par la droite, la culture Woke brouille les pistes...

Comment voulez que chacun d'entre nous s'y retrouvent. Gauche et droite ne doivent plus être nos repères. La société en réclame d'autres.

ACTION 2 : DES REFORMES RADICALES

L'heure n'est plus à la réformette comme je pourrais en citer des centaines (la fonction publique, la santé, la justice, les quartiers, l'immigration,...) mais la réforme profonde, immédiate et structurelle. Deux exemples l'écologie et le service public.

1/ L'écologie doit se concevoir prioritairement au niveau international.

L'écologie ne peut être imposée que si la chine, l'inde ; les États-Unis s'y mettent... Sinon nos efforts sont quasi vains. La majeure partie de l'action politique écologique doit être internationale. L'ensemble des dirigeants d'EDF l'ont bien évoqué en précisant que nos gestes quotidiens (chauffage à 19, fermeture des ordinateurs...) restent symboliques par rapport à une politique qui doit être axée sur la réforme de l'offre, sinon, nous n'aurons aucun résultat.

Aussi les mesures écologiques doivent être de droit commun et non pas une imposition contraignante. Chacun d'entre nous est déjà écologique pour des raisons évidemment et aussi économiques (fermer la lumière, température régulée...) d'autant que la société n'a plus le choix vu l'envolée des prix de l'énergie. Nous baissons par économie notre chauffage plus que par écologie, mais l'un entraîne un bienfait sur l'autre.

Dès lors l'UE devrait plutôt se concentrer via une politique contraignante vis-à-vis des produits venus de pays écologiquement irresponsables.

Deuxième remarque, après l'action internationale évidente, l'action sur la natalité. La remarque est mathématique et quantitative. Nourrir 7 milliards d'être avec l'intensification de l'agriculture nécessite plus d'énergie et de pollution in fine. L'être humain n'est pas contre l'écologie mais le challenge devient impossible avec autant

d'habitants. C'est une vérité difficile à entendre mais l'action doit être orientée avec cet objectif de régulation de la natalité mondiale et locale.

La fonction publique, le service public :

Très sommairement il y a un problème qualitatif et quantitatif. Quantitatif le périmètre du service public est trop important (de la naissance à la mort le service public intervient contrairement au XX^e siècle et avant). Là aussi il faudra réduire ce qui est devenu service public en gardant l'essentiel à définir ensemble.

Qualitativement, la fonction publique ne s'est presque pas réformée même si de nombreux textes ont été votés, des réformettes (lois de 92/93/2003/2014/2015/2021). Tant que le management de la fonction publique ne sera pas modifié profondément et à nouveau en différenciant (rigidité du statut, faiblesse des salaires...) rien ne pourra avancer et surtout cela coûte à la collectivité sans résultat à la hauteur du défi actuel.

PISTES DE REFORMES :

ACTIONS : 1/ accord international nécessaire avant d'imposer une politique en France écologique contraignante

2/Réforme du périmètre du service public : le public ne doit pas concurrencer le privé (cf. *infra*)

3/ Réforme du statut des fonctionnaires : flexibilité (sauf pour certains services identifiés) en échange de la hausse des traitements

4/ Réforme des collectivités territoriales visant à supprimer des échelons, des doublons de compétence (une compétence qu'à une seule collectivité), fin de la gestion opulente du patrimoine immobilier, achat public à réformer par groupements de commande obligatoires...

ACTION 3 : UNE SOCIÉTÉ DE LA DIFFÉRENCIATION A ÉRIGER DANS LA CONCORDE

Il est illusoire de distribuer à tous sans différencier.